

# MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

## TE VEA NO TAHITI.

Mahana pac 15 Fevriar 1878.

MATRICE: 27. — N° 7.

FRIE DE L'ABONNEMENT (populaire d'annonces):  
Un an ..... 15 fr.  
Six mois ..... 10 fr.  
Trois mois ..... 6 fr.  
Un mois ..... 3 fr.  
Un numéro ..... 2 francs.

Pour les Aboinements et les Annonces, s'adresser à

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

PRIX DES ANNONCES (au complément):  
Les 50 premières lignes ..... 10 c. la ligne.  
Le tiers de page ..... 15 c. la ligne.  
Les annonces conservées au passé le moindre dépôt de la  
première insertion.

### SOMMAIRE

**PARTIE OFFICIELLE.** — Circulaire ministérielle portant arrêté d'un jugement d'un tribunal étranger en matière d'engagements des gens de mer. — Nomination. — Révolte. — Avis administratif. — **PARTIE NON OFFICIELLE.** — Nouvelles lozales. — Comité d'agriculture et de commerce. — Bulletin télégraphique. — Faits divers. — Nouvement commercial. — Mouvements du port. — Annonces. — Lever et couchers de la lune. — Observations météorologiques.

### PARTIE OFFICIELLE

#### CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE.

2<sup>e</sup> direction : Services administratifs ; 4<sup>e</sup> bureau : Hauteville maritime et Police de la navigation.

Engagement des gens de mer. — Privilège de l'équipage pour les salaires acquis pendant le dernier voyage. — Jurisprudence étrangère.

A MM. LES GOUVERNEURS ET COMMANDEANTS DE COLONIES, ETC.

Paris, le 5 novembre 1878.

Messieurs, — Je crois devoir vous signaler un jugement du tribunal civil d'Anvers qui mérite votre attention, parce qu'il est conforme à la jurisprudence française en matière d'engagements des gens de mer et qu'il témoigne de la protection efficace que les intérêts de nos marins peuvent recevoir dans un des ports étrangers les plus importants de l'Europe.

Voici dans quelles circonstances ce jugement est intervenu : Le brick l'*Hirondelle*, armé à Nantes, arriva de Rio-Grande à Anvers le 12 octobre 1874, débarqua son chargement, en prit un autre et repartit le 15 novembre suivant pour Bordeaux. Quelques jours après, il rentra à Anvers avec de graves avaries. Le capitaine ne réussit pas à contracter un emprunt à la grosse pour payer les réparations et la marine fut saisi par autorité de justice et vendu, le 1<sup>er</sup> novembre 1875, au prix de 21,850 francs.

Lorsqu'il s'agit de procéder à la réparation du prix de vente entre les créanciers, le conseil général de France à Anvers obtint que les salaires des à l'équipage fussent colloqués à leur rang de privilégié, tel qu'il est établi par l'article 191 de notre Code de commerce. Mais les courtiers du navire, dont la créance se trouvait égale par celle des marins et exposée en conséquence à subir une réduction à cause de l'insuffisance des fonds disponibles, contestèrent le privilégié de l'équipage. Rappelons que ce privilégié n'est applicable qu'aux salaires dus pour le dernier voyage; ils prétendentirent que le voyage commencé à Rio-Grande et pris fin à Anvers, où le capitaine avait embarqué le nouveau chargement et signé une nouvelle charte, était le nouveau chargement et signé une nouvelle charte. La créance privilégiée de l'équipage se réduisait donc à l'appui aux autres, aux loyers acquis depuis le départ d'Anvers.

Une partie prétention n'eut, en aucune chance de succès devant une juridiction française, la jurisprudence de notre pays ayant notamment établi que le marin voyage, suivant la définition donnée par le rapport qui précéda le décret-loi du 19 mars 1852, comprend tout le temps écoulé entre le départ d'un navire expédié de France et son retour dans un port de la métropole. Mais il s'agissait de savoir si cette doctrine prévalrait devant une juridiction étrangère. Le département de la marine adressa au conseil général les instructions nécessaires et les charges de défendre les intérêts de nos marins auprès du tribunal civil d'Anvers, à qui le litige avait été soumis.

Ce tribunal a statué, le 4<sup>me</sup> octobre dernier, par un jugement que nous reproduisons ci-après et qui est en parfaite conformité avec nos principes juridiques, pour ce qui concerne non-seulement les salaires des gens de mer, mais encore les frais de repatriement et les droits des Invalides. Vous remarquerez, en effet, que les juges d'Anvers ont assimilé aux salaires les frais et droits dont il s'agit, et leur ont accordé le même privilégié.

Les adversaires de l'équipage de l'*Hirondelle* ont acquiescé à la décision rendue contre eux, laquelle est ainsi devenue définitive.

Recevez, etc.

Le Vice-Amiral  
Ministre de la marine et des colonies,  
Signature : GIEQUEL DES TOUCHES.

#### ANNEXE.

Jugement du tribunal civil d'Anvers. (Du 14 octobre 1878.)

Sont privilégiés, pour être tous les loyers des gens de l'équipage dès le départ du navire. (Art. 191-<sup>er</sup> du Code de commerce.)

Les frais de repatriement des marins font partie des gages et doivent y être complètement assimilés, notamment quant au privilégié.

La perception courante en France sous le nom de droits des invalides n'est qu'en proportion proportionnelle sur les salaires stipulés. Elle fait partie des salaires et jouit du même privilégié.

Attendu qu'il n'y a de contestation que sur le point de savoir si les gages des marins, auxquels la loi tributaire le sixième rang de privilégié, peuvent comprendre toutes les sommes réclamées par le défendeur;

Attendu que le privilégié est attribué à tous les loyers dus pour le dernier voyage; que la signification des mots *dernier voyage* est fixée en France par une série de dispositions législatives, adminis-

tratives et autres, dont la plupart sans doute n'ont pas d'autorité en Belgique, mais qui toutes concourent à déterminer le sens qu'a vait dans la législation ancienne l'expression employée par le Code qui nous régit;

Attendu qu'au surplus le Code lui-même, art. 192-<sup>is</sup>, statue que le moins des loyers à dématrice par privilégié sera déterminé par le rôle d'armement et de déarmement arrêté dans les bureaux de l'inscription maritime; que le voyage au long cours dont il est question au procès ne devait donc se terminer qu'au déarmement du navire en France; qu'aussi les marins s'étaient interdits de réclamer ce payement, soit leur licenciement, soit le paiement de leurs salaires; que d'ailleurs d'Anvers, où, d'après les demandeurs, le voyage serait terminé, le navire retournerait en France, l'affrètement coûterait à Anvers pour un voyage ultérieur à Tind Major étant distinct de celui d'Anvers à Bordeaux et ne pouvant plus obliger les hommes de l'équipage;

Attendu que, de son côté, aux termes des articles 252 et 270 du Code de commerce comme du rôle d'équipage, le capitaine était tenu de ramener en France le navire;

Attendu que, dans la mesure où que les marins ne pouvaient exiger pain et eau au retour en France comme l'armateur ne pouvait les compéter; que jusque-là donc, la créance ne changeait en rien de caractère; il n'existe aucune raison de la priver des garanties que ce caractère lui a fait assurer; que, par une conséquence ultérieure, les frais de repatriement, faisant partie des gages doivent y être complètement assimilés;

Attendu que la perception qualifiée de droit des invalides n'est, d'après ces pièces produites, qu'un prélevement proportionnel sur les salaires stipulés; qu'elle fait donc partie des salaires et ne coupe point de jour de privilégié qui leur est assuré;

Par ces motifs,

Le Tribunal, où M. le substitut du procureur de roi, qui pour raison qui de besoin s'en est référé à l'avocat, futur en premier ressort et expert dans les conclusions contenues, dit pour droit, que le moins du prix de vente du navire *Hirondelle* seront colloqués;

Et lorsque vaudra : a) le défendeur, du cinquième rang des gages et loyers de l'équipage à concurrence fr. 6,209,77; b) des frais de repatriement, pour fr. 46,072; c) du moins des invalides pour fr. 234,82; d) des frais de production pour 17,35; B, les demandeurs du chef de fr. 48,90 payés pour frais de séjour d'un marin à l'hôpital;

Ordonne que le surplus des prix de vente, s'il y en a, sera partagé au mure le franc entre les divers créanciers chirurgiens, etc.;

Condamne les demandeurs aux dépens de la contestation envers le défendeur et déclare le jugement exécutoire par provision non-louable appel et sans caution.

Par ordre de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 11 février, l'indien Raasiamanu est nommé mutio à pied du district de Pare, en remplacement de Faara, démissionnaire.

Par ordre de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 14 février 1878, le caporal-mutio Faatesa, du district de Malina, a été révoqué du son emploi et a été remplacé par son collègue, le caporal-mutio Teo, qui a été nommé à la place de l'indien Raasiamanu, non pour participer à la harpoone que il te rava rae i te iou taroa, i te hou pao ora raa mai te man hane raa no te fare taroa np te paesi tahiti.

#### ADMINISTRATION DE L'ORDONNATIUE

##### AVIS.

La clôture de l'Exercice 1877 pour le service Marine est fixée au 28 février 1878.

Tes personnes auxquelles il est du des créances au compte de ce service sont invitée à se présenter avant cette date au trésor avec leurs mandats pour en recevoir le montant.

Les mandats non payés au 28 février 1878 seront annulés et ne pourront être réordonnés qu'en France.

3-2

### PARTIE NON OFFICIELLE

Paroisse, le 15 Février 1878.

Mardi dernier, le sloop *Elgin* arrivant des îles Tuamotu annonce que ces îles venaient d'être le théâtre d'un immense désastre.

Dans la journée du vendredi 8 février, un cyclone, dont le centre semblait avoir passé entre Tahiti et les Tuamotu, a dû causer à ces îles basses des ravages encore inconnus. À Anna, les missions ont été enlevées, les magasins détruits; l'hôtel de la résidence est tombé, et ce n'est qu'avec peine que le Résident lui-même a pu



MESSAGER DE TAHITI.

réchauffé et la mer soulevée lançaient sur ces récifs habits d'immenses vagues qui balayaient tout sur leur passage. Au même moment une armada assaillait les villages d'Hitiua à Tahiti, et de Papetoai à Moorea.

La nouvelle des malheurs, notre nouveau Commandant s'est pressé de faire charger des vivres et du matériel de toute sorte sur le croiseur de l'Etat Second, et il a autorisé en même temps les émigrés à faire de commerce de Tahiti, qui ont tous intérêts si grands aux îles Tuamotu, à mettre à bord des provisions pour venir en aide à leurs agents.

Le commandant Le Moal a reçu l'ordre de visiter toutes les îles qui auraient pu souffrir du cyclone, de rechercher les navires dont on a aucune nouvelle, enfin d'apporter à ces malheureuses populations tous les secours dont elles peuvent avoir besoin.

Un retour de ce bâtimé nous connaît l'étendue des ravages causés par ce cyclone, heureux encore s'ils se bornent à très petites pertes matérielles.

« Au moment de mettre sous presse, nous apprenons par le navire *Teporaha*, venant de Raiatea, que le cyclone a complètement ravagé cette île.

Le 6 février, le vent, croissant constamment, était dans toute sa force vers 7 heures du soir; un grand nombre de cocotiers se sont abattus, les cases ont été enlevées. La mer du lagon a tari à coup envahie le village et a continué la destruction déjà commencée par le vent.

Presque toutes les embarcations à terre ont été détruites par la crue des eaux.

Deux personnes, la *Nérine* et le *Horeat*, sont complètement perdues; le premier a chaviré, le second a été brisé au rivage.

Les habitants sont sans ressources.

L'Américain Haines, qui se trouvait sur la *Nérine*, a été noyé. On ne signale pas d'autre victime.

Mardi 12 février courant, à 6 heures du soir, Messieurs les membres du Cercle militaire de Papeete étaient réunis dans la grande salle du nouveau local qu'ils ont loué pour tenir leurs réunions, à l'ancien hôtel de l'Univers, vis-à-vis l'avanture Sainte-Anne, à l'effet d'offrir à M. le Commandant Planche la présidence officielle à laquelle il a droit d'après les régulations militaires.

Dans les circonstances actuelles où se trouve le Cercle militaire de Papeete, tous les membres se sont fait un devoir d'y assister.

A 8 heures précises, M. le Commandant Planche, accompagné de son aide de camp, a fait son entrée.

M. le capitaine Breuilly, vice-président, a pris la parole et lui a offert, au nom de tous les officiers, la présidence du Cercle.

Messieurs, acceptez avec grande plaisir la présidence que M. Breuilly vient de vous donner. Je suis heureux de vous voir tous réunis dans un local que vous avez pu louer afin de conserver parmi vous la fraternité qui vous lie.

\* Obligés d'abandonner l'ancien logement que vous occupiez vous adresses une réclamation à M. le Ministre de la marine et des colonies. Je pense que la réponse ne vous sera point défavorable; mais, dans tous les cas, Messieurs, vous pouvez compter sur mon concours dévoué afin de conserver à Tahiti un cercle au moyen duquel les officiers des différents corps peuvent se réunir et se rencontrer chaque jour, et conserver ainsi parmi eux cette amitié qui devrait exister entre tous les représentants du gouvernement français.

À la fin de cette allocution, chacun s'est incliné avec une muette émotion, tant les paroles de notre nouveau Commandant réalisent la pensée de tous; diverses consommations ont été servies, et tous les membres du cercle ont eu avec enthousiasme à la santé de celui qui, ayant commandé il y a peu de temps un navire de guerre sur notre rade, a pu voire de quelle utilité était le Cercle militaire, non seulement pour les officiers à terre, mais surtout et principalement pour les officiers embarqués et de passage.

Dans la nuit de samedi à dimanche prochain (16 - 17 février), une éclipse de lune très-considerable sera, visible à Papeete. Les diverses phases de l'éclipse auront lieu aux heures indiquées ci-dessous :

Entrée dans la pénombre.....	16 février à 10 h. 43.30.
Entrée dans l'ombre.....	à 11 h. 44.70.
Milieu de l'éclipse.....	17 février à 1 h. 12.50 matin.
Sortie de l'ombre.....	à 2 h. 40.50.
Sortie de la pénombre.....	à 3 h. 51.70 matin.

La grandeur de l'éclipse, en prenant pour unité le diamètre de la lune, sera de 0.832 de ce diamètre.

#### COMITE D'AGRICULTURE ET DU COMMERCE NO TE MAU OHPA PAPAE I TE BOO RUA TAOL No. Papete.

Séance du 16 décembre 1877.

PRÉSIDENCE DE M. CHAMANOU.

Le comité procéda à l'examen du projet d'arrêté sur l'immigration dont communication avait été demandée à l'administration dans la dernière séance.

Le comité discut la discussion en démettant le sens que les opinions exprimées dans le rapport de la commission nommée à cet effet soient prises en sérieuse considération, et plus particulièrement en ce qui concerne le mode de faire par garantie et la mise en circulation de nouveaux bons hypothécaires.

Lecture est donnée d'une liste du conseil d'administration demandant l'autorisation d'importer d'autres qu'il conviendrait de planter sur les quais de la ville de Papeete.

Le comité est d'opinion que le passe (*Mimosa inga*) répondrait par-

- 26 -

faitement à l'objet en vue, par suite de la rapidité de sa croissance, la durabilité de son bois, la beauté et la substance de ses feuilles. Ces plantations pourraient assurer très amplement l'entretien du courbaril de 30 mètres en 30 mètres.

La séance est levée.

Vendredi 15 février 1878.

Opus hia ra, no lema tuu ooo, te pari maati o te case, te nehecho e le moa i te kohi. Te hoa taaa raa ra i fauu haa haa 'tu te courbaril, te 30 metra iropu i te iahi e te iahi.

ua opani hia ihera tau putuputo ra ra.

#### BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE

(Débâches extraits du Courier de San Francisco.)

#### ANGLETERRE.

Londres, 28 novembre. — Lord Derby, ministre des affaires étrangères d'Angleterre, a reçue une députation représentant la « Société protectrice des intérêts anglais » ainsi que d'autres sociétés politiques conduites par lord Stanhope et lord Cobbold, qui a présenté au ministre un mémoire le priant d'intervenir dans la guerre de Crimée. Lord Derby a répondu que le gouvernement n'avait aucun motif pour se déparir de sa neutralité. Il ne pense pas que Constantinople ou le canal-de-Suez soient en danger. Quant une occasion favorable se présentera pour la conclusion de la paix, il la saisira.

Londres, 19 décembre. — Les journaux du matin annoncent officiellement que le Parlement se réunira le 17 janvier. On dit que le cabinet a résolu de demander au Parlement un certain crédit pour augmenter l'effectif de l'armée anglaise dans les proportions requises par l'état actuel de l'Europe.

#### BUSSEAU.

Saint-Pétersbourg, 21 décembre. — Le Golfe publie un article important sur la composition prévue du Parlement anglais et les mesures possibles que pourra prendre le cabinet de Saint-James dans les conjonctures futures. Cet article déclare que la Russie peut attendre sans crainte l'éplégue de ce épisode politique et continuer paisiblement l'œuvre qu'elle a commencée, bien convaincue qu'elle doit être que les intrigues anglaises ne peuvent entraîner le triomphe de la Russie.

#### ALLEMAGNE.

Londres, 18 décembre. — On annonce que la crise politique relative aux affaires intérieures de l'Allemagne, qui, depuis plusieurs mois, tenait le chancelier de l'empereur allemand éloigné de l'empereur Guillaume, vient enfin de se terminer. Le prince de Bismarck a enfin réussi de reconstituer un cabinet prussien sur des bases libérales. Cette solution est un succès pour le parti national libéral qui, jusqu'à la semaine dernière, désespérait de réussir. Les conservateurs ont refusé de faire partie du cabinet à moins que le docteur Falke, ministre de l'instruction publique et des cultes, ne se retire et toutes les lois ecclésiastiques et politiques depuis le commencement de l'année soient déclarées anti-catholiques et soient abolies ou modifiées. Le prince de Bismarck s'occupe en ce moment d'écartier de la cour certains courtisans de haut rang qu'il considère comme ses ennemis personnels et coupables de trahison envers lui. Aux dernières nouvelles, il n'avait pas encore réussi à écartier ces courisants, mais il y a des raisons de croire que le chancelier sortira vainqueur de la lutte.

#### CURSEUR D'ORIENT.

Constantinople, 29 novembre. — En sommant Muktar Pacha de livrer Erzeroum, le général Melikoff l'a informé de la prise de Kars et lui a déclaré que s'il tentait de résister il attaquerait la ville avec 80,000 hommes et 100 canons. Le terrible Muktar Pacha a répondre à ce défi en déclarant que Kars résisterait jusqu'à la dernière extrémité. — On écrit de Bucarest à un correspondant de Paris que les Russes ont fait des commandos extraordinaires de vivres en vue de la prochaine capitulation de Pleven.

Vienne, 10 décembre. — Des négociations sont pendantes entre la Serbie et le quartier-général russe relativement au plan d'opérations de la Serbie. Les Serbes mettront sur pied 84 bataillons. La déclaration de guerre de la Serbie n'est plus qu'une question de jours.

Bucarest, 10 décembre. — Pleven est en ce moment aux mains des armées russes. L'Agence russe rapporte ce qui suit : Osman Pacha a essayé de briser les lignes russes et de se porter dans la direction de l'Asie. Il a été arrêté et tué sur le champ et obligé de mourir par les Russes, qui ont alors une victoire dont laquelle il a été blessé. Il n'y a qu'une voix pour lancer sa conduite.

St.-Pétersbourg, 11 décembre. — La capitulation de Pleven a mis entre les mains des Russes 40,000 prisonniers et vingt mille malades ou blessés.

Constantinople, 11 décembre. — La chute de Pleven est officiellement annoncée ici. Mehmet-Ali a été démis de son commandement et remplacé par Claskar Pacha. Le Conseil d'Etat a décidé de nommer trois chrétiens gouverneurs de provinces.

Bucarest, 11 décembre. — La sortie tentée par Osman Pacha a été faite par suite du manque total de vivres. Osman Pacha traversa la rivière Vid et s'empara du fort Dolny Eopolye, mais, acculé par les Russes, il fut vaincu et tué. Le 10 décembre tard, la ville avait été prise par les Roumains et les Russes qui accompagnaient la redoute de Gravitz. Dans l'impossibilité de se défendre, et pour ne pas faire massacrer ses troupes inutilement, Osman se rendit au tsar, sans conditions. Toute l'artillerie turque a été capturée, et, lundi, à trois heures de l'après midi, les armées russes et roumaine ont fait leur entrée dans la ville. Le grand-duc Nicolas a couché pour la nuit à Pleven.

Londres, 12 décembre. — Un télégramme de Verbierte annonce que le czar retourne à St.-Pétersbourg samedi prochain. Il a fait visite à Osman Pacha et lui a rendu son épée à raison de sa bravoure.

Bucarest, 12 décembre. — Suivant les documents officiels, les pertes des Russes à la prise de Pleven ont été de 10 officiers et 182 hommes tués; 25 officiers et 1,307 hommes blessés. Le Turc perd 4,000 hommes tués ou blessés, y compris 10 pachas. Parmi les prisonniers on compte 128 officiers d'etat-major, 2,000 officiers, 30,000 hommes d'infanterie et 1,300 de cavalerie. Ils ont perdu 77 pièces de canon. Un premier convoi de 10,000 prisonniers est déjà arrivé à Bucarest. — Le consul anglais a quitté Erzeroum avec les archives du consulat.

Londres, 15 décembre. — La proclamation du prince Milan, après



